



Assemblée générale

AG/PAL/1261

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

**Comité pour l'exercice des droits
inaliénables du peuple palestinien**
350^e séance – matin

**LE COMITÉ POUR L'EXERCICE DES DROITS INALIÉNABLES DU PEUPLE
PALESTINIEN EXAMINE UNE SITUATION QUALIFIÉE DE « TOUJOURS
AUSSI EXPLOSIVE » PAR L'OBSERVATEUR DE LA PALESTINE**

**Il adopte le programme de la réunion prévue à Addis-Abeba,
en Éthiopie, les 29 et 30 avril**

Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a examiné, ce matin, la situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, en entendant son Président, M. Abdou Salam Diallo (Sénégal), ainsi que l'Observateur de l'État de Palestine, M. Ryad Mansour, mettre l'accent sur la question des prisonniers politiques, ainsi que sur celles relatives aux pressions fiscales que subit l'Autorité palestinienne, au blocus de la bande de Gaza, et aux expulsions et destructions à Jérusalem-Est.

Ce matin, le Comité a pris note du Rapport du Séminaire des Nations Unies sur l'assistance au peuple palestinien, qui s'est tenu les 27 et 28 février derniers au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à Rome.

Il a également approuvé le programme de la Réunion internationale des Nations Unies sur la question de Palestine, qui se tiendra à Addis-Abeba les 29 et 30 avril prochains pour examiner les responsabilités que le droit international impose à la Puissance occupante et l'obligation qu'a celle-ci de répondre de ses actes.

Le représentant de l'Union africaine (UA) s'est réjoui que l'Afrique ait été choisie pour la tenue de cette rencontre et celle des discussions ayant trait aux questions inscrites à son ordre du jour, réitérant l'appui de l'Union africaine à cette cause, tandis que la délégation du Mali réaffirmait l'engagement et l'action de son pays envers le Comité.

Le Comité a aussi entendu M. Jorge Valero Briceño, Représentant permanent du Venezuela, qui a transmis une invitation de son pays afin que le Comité tienne une réunion spéciale à Caracas, les 17 et 18 avril prochains. Le programme de cette réunion sera articulé autour de deux thèmes: les incidences de la décision de l'Assemblée générale d'accorder à la Palestine le statut d'État observateur, d'une part, et de l'autre, les initiatives en vue de renforcer la solidarité avec le peuple palestinien.

« 2013 est une année fondamentale pour trouver une solution à la question de la solution à deux États », a déclaré, ce matin, l'Observateur permanent de l'État de Palestine, M. Ryad Mansour, dans une déclaration liminaire, avant d'appeler à la manifestation d'une réelle volonté politique internationale pour amener Israël à respecter le droit international et permettre l'indépendance d'un État de Palestine dans le respect des frontières de juin 1967.

Illustrant une situation qu'il a jugée de « toujours aussi explosive sur le terrain », il a particulièrement dénoncé la poursuite de colonies de peuplement, l'expulsion de Palestiniens et la destruction de leurs habitations à Jérusalem-Est, ainsi que le « blocus immoral et illicite » de la bande de Gaza.

Il a ensuite fustigé le non-respect par Israël de son engagement de libérer 1 000 prisonniers politiques palestiniens en échange de la libération du soldat israélien Gilad Shalit. Avec le récent décès d'un nouveau détenu palestinien, M. Mansour s'est inquiété de la situation sanitaire des prisonniers palestiniens, notamment ceux qui mènent une grève de la faim et ceux atteints d'un cancer qui n'ont pas accès à des soins. Il a aussi cité l'assassinat, hier, de deux adolescents palestiniens dans la ville d'Anabta, rappelant que les autorités israéliennes menacent de lancer une nouvelle opération militaire contre Gaza.

Le représentant a expliqué que la Ligue des États arabes a décidé d'envoyer une délégation ministérielle, guidée par le Premier Ministre du Qatar, qui devrait se rendre dans les capitales des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Il a précisé que le groupe rencontrerait le Secrétaire d'État américain John Kerry, le 23 avril, à Washington, à la veille d'une réunion du Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient.

Présentant le Rapport du Séminaire des Nations Unies sur l'assistance au peuple palestinien, qui s'est tenu au siège de la FAO, à Rome, les 27 et 28 février, l'Ambassadeur Christopher Grima, de Malte, a indiqué que ce Séminaire a été l'occasion d'examiner la nouvelle réalité, et les défis et opportunités d'un État sous occupation.

Cinquante-cinq gouvernements et sept organisations intergouvernementales ont pris part à cette réunion. Les participants ont dénoncé les représailles économiques exercées par Israël contre les Palestiniens après le vote de l'Assemblée générale du 29 novembre 2012, et ils ont appelé la communauté internationale à redoubler d'efforts sur les plans politique, économique et juridique pour donner un nouveau souffle à la mobilisation internationale, reprendre des négociations, aider les Palestiniens à parvenir à la réconciliation, renforcer les institutions de l'État de Palestine, et mettre fin au blocus de Gaza.

M. Grima a dit que le secteur agricole s'avérait stratégique, et a ajouté que l'accès aux terres, à l'eau, aux marchés et à l'investissement dans les infrastructures pourrait permettre d'augmenter la surface irriguée de la « zone C », notamment dans la vallée du Jourdain, ce qui permettrait d'augmenter de 25% le produit intérieur brut (PIB) palestinien. Il a aussi évoqué un échange de vues précieux avec la société civile, qui a eu lieu au lendemain de la tenue de ce Séminaire.

Avant d'examiner les différents points à l'ordre du jour du Comité, son Président, M. Abdou Salam Diallo, du Sénégal, a tenu à souligner brièvement un certain nombre de faits intervenus depuis la dernière réunion de celui-ci, qui a eu lieu le 5 février. M. Diallo a notamment noté que, le 10 février, Israël a approuvé la construction de 346 nouveaux logements dans des colonies de peuplement.

Le 22 février, a-t-il poursuivi, des responsables palestiniens ont exigé l'ouverture d'une enquête internationale sur la mort d'Arafat Jaradat, qui était détenu dans une prison israélienne; tandis que, début mars, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a publié un nouveau rapport sur les mauvais traitements infligés aux mineurs palestiniens détenus par Israël.

Fin mars, lors d'une visite dans la région, le Président américain Barack Obama a déclaré que si les activités de peuplement faisaient certainement obstacle à la paix, elles ne devaient cependant pas empêcher la reprise des négociations. Le 22 mars, les États-Unis ont débloqué près de 500 millions de dollars d'aide aux Palestiniens, a indiqué Le Président du Comité.

M. Diallo a aussi fait état de l'organisation, à la mi-mars, à Tokyo, d'une Conférence consacrée à la coopération entre États d'Asie de l'Est aux fins du développement palestinien.

Enfin, le 26 mars, lors de la Conférence au sommet des pays arabes, le Qatar a souhaité la création d'un fonds de 1 milliard de dollars pour Jérusalem-Est, et a proposé de financer celui-ci à hauteur de 250 millions de dollars.

Intervenant au cours de la réunion du Comité ce matin, le représentant de l'Afrique du Sud s'est dit très préoccupé par l'impasse dans laquelle se trouve le processus de paix au Moyen-Orient et a émis l'espoir qu'Israël revienne à la table des négociations de bonne foi. Il a appelé ce pays à respecter les droits fondamentaux des prisonniers palestiniens, suggérant aussi au Comité d'examiner à nouveau cette question, car « il est devenu clair qu'Israël ne veut pas apporter de modification positive au sort de ces détenus », a-t-il conclu.

* *** *